



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN SNCF DU MANS LE 17 / 10 / 14

LA RIPOSTE GENERALE S'IMPOSE !

Avec le budget 2015, une nouvelle salve d'attaques contre les salariés se prépare : en ligne de mire, l'indemnisation des chômeurs, le repos dominical, les économies sur la santé, la sécu. Le congé parental passe de fait de 3 ans à 18 mois, la prime de naissance passe de 923 euros à 308 euros à partir du deuxième enfant. En parallèle, la fin de la taxe de 75% sur les plus hauts salaires sonne comme un symbole.

Ce gouvernement est au service des riches

Au nom de la lutte contre la pauvreté, le gouvernement revalorise le RSA : Revenu supplémentaire : entre 120 et 350 euros par an.

Au nom de l'aide à la constitution d'un patrimoine immobilier, le gouvernement permet aux investisseurs immobiliers de bénéficier d'un amortissement pour l'achat d'un logement à louer à sa famille. **En clair, l'Etat paie une partie de l'achat d'un logement aux plus riches.** Revenu supplémentaire : 5250 euros annuels...

Cela ne fait plus aucun doute : tant que nous ne tapons pas fortement du poing sur la table, les attaques ne s'arrêteront pas. Le rapport de forces est aujourd'hui dans le camp des patrons et du gouvernement à son service, et **ils avancent leurs pions pour détricoter le code du travail, baisser les salaires, flexibiliser à outrance les horaires, casser les services publics, et arroser sans contrepartie les plus grosses entreprises.** Un choix de plus en plus clairement assumé.

Et pendant ce temps-là....

Faut-il continuer à s'enliser dans des négociations des bien mal nommés "partenaires" sociaux ? Peut-on parler de partenariat lorsqu'il s'agit pour les représentants syndicaux uniquement d'avaliser les reculs ? Et au final d'accepter les réformes voulues par le Medef, comme cela a été le cas pour les précaires et les intermittents du spectacle ?

La négociation qui s'est ouverte jeudi 9 octobre sur le "dialogue social" est représentative de ce qui s'y joue : il s'agit cette fois notamment de revoir les seuils sociaux, c'est à dire le nombre de salariés qui déclenche des obligations pour les employeurs : délégués du personnel, comité d'entreprise. **Les patrons veulent se**

débarrasser de toutes ces "contraintes", en faisant miroiter des créations d'emplois... éternel miroir aux alouettes. Le patronat veut également transférer les négociations du niveau national au niveau des branches et des entreprises. En clair, alors que le niveau national de négociation garantit une certaine égalité entre tous, **les patrons souhaitent des accords d'entreprise pour négocier avec leurs salariés des conditions moins favorables que celles prévues par la loi.** Une façon de rendre légal le fait d'être hors la loi...

Nous sommes des millions !

La solution ne viendra certainement pas de ces négociations, elle viendra de la convergence de nos luttes à nous salariés. Car des luttes, il en existe dans de nombreux secteurs, tant les mécontentements sont massifs. Ici contre la réorganisation d'un bureau de poste, là contre la fermeture d'une maternité, ou pour une rétribution plus juste de son travail comme le personnel des palaces parisiens. Mais pour l'instant, toutes ces révoltes sont parcellisées, fragmentaires, même si des tentatives sont faites pour les fédérer. Les salariés victimes de répression syndicale (à la Poste, à la SNCF, dans l'automobile...) sont de plus en plus nombreux. **Là aussi il serait temps d'organiser une initiative nationale pour les soutenir face à leurs patrons et à l'Etat car à travers eux c'est l'ensemble du monde du travail qui est attaqué.**

Le 16 octobre, la CGT, rejointe ici ou là par quelques autres organisations syndicales, a appelé à une journée de mobilisation à l'occasion du vote de la loi de financement de la sécurité sociale. Chacun comprend qu'une « journée d'action » sans véritable plan de bataille pour faire monter la pression sur le gouvernement sera à nouveau une journée sans lendemain. Alors, oui, après la mobilisation du 16 octobre continuons à dénoncer ce gouvernement qui a déclaré la guerre à nos conditions de vie. Mais surtout **faisons entendre la voix de tous ceux et celles qui veulent, au-delà de cette journée, que soit discuté un plan d'action susceptible de construire le bras de fer avec Hollande, Valls et Macron et de les faire plier. C'est un mouvement d'ensemble, une grève prolongée et massive qu'il faut !**

Cause toujours !

La direction a lancé une grande enquête dédiée à la sécurité pour évaluer notre « ressenti » en matière de sécurité dans notre travail. Nos réponses sont « confidentielles », même si on nous demande le numéro du badge carmillon et une partie du numéro de CP pour accéder au formulaire... Ce qui, en revanche, n'est un secret pour personne, c'est qu'il est urgent d'embaucher massivement pour stopper la dégradation continue de la sécurité. Mais c'est sûrement plus rentable de filer un paquet de fric à OpinionWay pour ce sondage bidon.

Répression : jusqu'ou les patrons vont-ils aller ?

Philippe Julien, dirigeant CGT de la grève de PSA-Aulnay, a été convoqué au commissariat le 6 octobre dernier. On lui reproche d'avoir participé à une action "péage gratuit"... l'entreprise autoroutière lui réclame 58 000 euros ! D'autres anciens grévistes d'Aulnay reclassés dans d'autres usines du groupe sont quant à eux en butte à des procédures disciplinaires. Poursuites disciplinaires encore contre d'anciens grévistes de la SNCF à Clermont, Toulouse, à Paris St-Lazare... La répression à l'encontre des militants trop remuants est à la mode en ce moment et pas qu'à La Poste ! Les patrons frappent fort dans ces différents secteurs parce qu'ils savent que de nouvelles mobilisations sont possibles dans un futur proche. La méthode forte qu'ils emploient peut toutefois se retourner contre eux... si toutes celles et tous ceux qui sont frappés répondent ensemble.

C'est grave, docteur ?

Il n'y a pas si longtemps, la visite médicale avec un médecin dans le cadre de la médecine du travail se faisait tous les ans. Puis c'est passé à deux ans, et maintenant la direction souhaiterait l'espacer à 4 ans. De plus en plus de médecins du travail mettent en cause la politique antisociale de la SNCF et ses conséquences sur la santé des cheminots.

Il n'y a pas de rapport, dites-vous ?

Tous autodidactes

On connaissait les challenges aux ventes ou les challenges sur la ponctualité des trains. Voici venus les challenges sur les prestations de base, avec un questionnaire auquel il faut répondre. Bizarre : moins il y a de formations, plus il y a de choses à connaître.

Kobané résistance !

Assiégée depuis trois semaines, la ville kurde de Kobané au nord de la Syrie est en train de tomber aux mains des fanatiques réactionnaires de «l'État Islamique» (EI). La seule préoccupation des grandes puissances est de protéger leurs propres intérêts. L'armée turque a la prétention d'établir un «territoire tampon» une fois que l'EI aurait fini son sale boulot de nettoyage ethnique.

Le NPA condamne le blocage par l'armée turque de la frontière syrienne qui empêche les volontaires kurdes de Turquie d'aller prêter main forte à leurs frères et soeurs de Kobané. Mobilisons-nous pour soutenir par tous les moyens les Kurdes, les populations et les travailleurs et travailleuses de Syrie et d'Irak, qui résistent à la terreur !

Gastronome en lutte pour la dignité !

Les 162 salariés de Gastronome sont menacés par la fermeture de leur site. La direction dit vouloir sauver le groupe en sacrifiant l'usine de Luché Pringé. Après s'être rempli les poches avec 30 millions d'€ d'aides publiques et avoir demandé aux salariés de faire des heures supplémentaires, la direction veut partir. Si elle part ce sera après avoir remboursée les collectivités locales et trouvée de vraies solutions pour les salariés !

Rappelons qu'il s'agit un territoire déjà meurtri par les fermetures de Candia et Harman. Les actionnaires ne dictent que trop souvent leurs volontés. Ce ne sont pas les salariés qui posent problème mais bien ces parasites qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs. Vions les !

Si nos idées t'intéressent, n'hésites pas à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com

Ou à joindre les diffuseurs : 06 68 92 45 18